

*Ces aperçus analytiques sur la COVID-19 ont été conçus pour saisir les informations et analyses les plus récentes dans un contexte qui évolue rapidement. Certaines thématiques seront abordées plusieurs fois au cours de cette analyse. Si vous souhaitez proposer un sujet, veuillez nous envoyer un courriel à [research@iom.int](mailto:research@iom.int).*

### **Nouvelles recherches et analyses sur les restrictions de voyage et la COVID**

[Stranded: the impacts of COVID-19 on irregular migration and migrant smuggling](#), Gabriella Sanchez et Luigi Achilli

[Migration and Immigration: Uganda and the COVID-19 Pandemic](#), Agnes Igoye

[The Migrant-Citizen Nexus in View of the Coronavirus Pandemic: Can We De-Migranticize Responses?](#), Janine Dahinden

### **Difficultés d'accès et implications des restrictions aux frontières**

En mai, le HCR et l'OIM ont publié une note d'information détaillant les [problèmes d'accès et les implications des restrictions aux frontières](#). Il est souligné dans cette note que des exceptions aux restrictions de voyage sont nécessaires « pour sauvegarder les droits fondamentaux, notamment pour les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants ». Il est également précisé que de nombreux gouvernements ne respectent pas ces exceptions, ce qui met sérieusement les droits de l'homme en danger.

Au cours des derniers mois, le monde a connu des niveaux sans précédent de restrictions à la mobilité, dans un contexte où les pays du monde entier tentent de maîtriser la propagation de la COVID-19. Selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) des Nations Unies, au 20 avril, [100 % des destinations mondiales](#) avaient imposé des restrictions de voyage, avec des ramifications socioéconomiques de grande envergure auxquelles de nombreux pays sont actuellement confrontés. Toutefois, les infections et les décès dus à la COVID-19 commençant à diminuer dans certaines régions du monde, la tendance s'inverse depuis peu : plusieurs pays commencent à assouplir les restrictions de voyage et de circulation.

### **Assouplir les restrictions de voyage et de circulation**

Une étude de l'OMT, publiée fin mai, montre que [3 % des destinations mondiales](#) ont commencé à réduire les restrictions de voyage : [7 destinations](#) les ont assouplies pour le tourisme, tandis que plusieurs ont entamé des discussions sur la réouverture des frontières.

L'Italie, un des pays européens les plus touchés et ayant imposé des mesures de confinement parmi les plus sévères, a [rouvert ses frontières](#) aux touristes européens le 3 juin dernier. La [Norvège et le Danemark](#) ont également prévu de faciliter les voyages entre les deux pays dès la mi-juin, tandis que les [États baltes](#) – Lituanie, Lettonie et Estonie – ont été parmi les premiers à mettre en place une « bulle de voyages » permettant la libre circulation entre les trois pays.

Des pays comme l'[Inde](#) et l'[Afrique du Sud](#), également préoccupés par les conséquences des mesures de confinement sur leur économie, ont commencé à assouplir ces mesures au niveau interne, même si les taux d'infection continuent d'augmenter.

## Augmentation du trafic de migrants et de la traite d'êtres humains

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a récemment publié une [note de recherche](#) où il analyse des scénarios sur la manière dont le trafic de migrants et la traite d'êtres humains transfrontaliers vers l'Europe et l'Amérique du Nord pourraient être affectés par la pandémie actuelle. Cette note montre qu'en dépit des restrictions de voyage et de circulation, le trafic de migrants se poursuit et la demande de passeurs pourrait même augmenter, car beaucoup fuient les conflits, la violence, les violations des droits de l'homme et des conditions de vie risquées. Elle indique également que le lourd tribut que la pandémie et les mesures connexes visant à enrayer sa propagation font payer aux économies du monde entier, entraînant un chômage élevé, risque de faire augmenter la traite transfrontalière d'êtres humains.

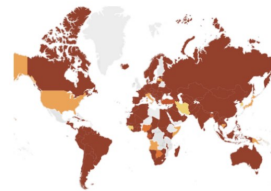


### Soutenir les migrants en détresse



De nombreux migrants se retrouvent bloqués dans le monde entier, ne pouvant ni rentrer chez eux en raison des restrictions de voyage, ni travailler en raison de mesures internes de confinement. L'OIM continue de soutenir les migrants dans ces situations ; dans des pays comme l'Égypte et la Tunisie, par exemple, [l'initiative conjointe OIM-UE](#) apporte une aide urgente aux migrants en détresse sous la forme de bons d'alimentation ainsi que d'articles non alimentaires tels que des trousseaux d'hygiène. Dans des pays d'Afrique de l'Ouest comme la [Côte d'Ivoire](#), l'OIM a fourni des articles essentiels aux migrants en détresse. L'Organisation a également fourni récemment un soutien médical urgent à [des réfugiés rohingya parmi les centaines qui avaient été bloqués en mer](#) lors de leur débarquement près de Cox's Bazar (Bangladesh).

Les Pôles de recherche nationaux suisses ont créé l'outil [Citizenship Migration and Mobility in a Pandemic](#) (migration et mobilité des citoyens dans le contexte d'une pandémie), qui fournit des informations détaillées sur les restrictions de voyage et de mobilité internationales et les contrôles aux frontières.



### Des lignes directrices globales pour relancer le tourisme

Alors que divers pays du monde commencent à assouplir les restrictions de voyage et de circulation, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) des Nations Unies a publié des [lignes directrices](#) pour le relancement du tourisme. Le secteur du tourisme devrait être durement touché par la pandémie, une baisse de [60 à 80 %](#) des arrivées de touristes étant prévue en 2020, ce qui risque d'entraîner la perte de [100 à 200 millions d'emplois](#). Pour en savoir plus sur les implications de la COVID-19 pour le tourisme, voir [l'aperçu analytique n° 41](#).

Dans une récente [vidéo](#) présentant les orientations des Nations Unies sur [la COVID-19 et les personnes en voyage](#), le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, déclare que :

« Plus de 150 pays ont imposé des restrictions aux frontières pour contenir la propagation du virus. Au moins 99 États n'ont prévu aucune exception pour les demandeurs et demandeuses d'asile. »

Cet aperçu analytique sur la COVID-19 a été élaboré par l'équipe de recherche de l'OIM ([research@iom.int](mailto:research@iom.int)).  
*Clause de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans le présent ouvrage sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'OIM. L'inclusion ou la présentation de matériel n'impliquent aucune prise de position de la part de l'OIM ou de l'un de ses membres ou partenaires.*